



## **JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX TRAVAILLEUSES-EURS DU SEXE ET AUX PROSTITUÉES-ES**

TravailleurSEs du sexe, prostituéEs, et alliéEs, nous manifestons aujourd'hui pour dénoncer les violences que nous subissons.

Qu'elles soient d'ordre physique, moral, social, sexiste, homophobe, transphobe ou raciste, ces violences sont rendues possibles et encouragées par la loi, ainsi que par les discours qui nous stigmatisent toujours plus et nient notre légitimité à nous exprimer sur nous-mêmes.

Le délit de racolage passif, instauré en 2003 par Nicolas Sarkozy, a accru la répression policière et les expulsions de nos collègues migrantEs. Le bilan de cette mesure est catastrophique. L'objectif annoncé, la lutte contre les réseaux de traite, n'a en rien été atteint, au contraire : seulEs les travailleurSEs du sexe ont fait les frais de cette disposition inique.

Aujourd'hui, dans un consensus inédit en cette période électorale, c'est ensemble que droite et gauche ont initié, validé et adopté une répression des travailleurSEs du sexe.

Sous couvert d'"aider des victimes", il s'agit encore d'une mesure répressive et dangereuse à notre rencontre. Cette disposition va accroître la présence et les potentielles violences policières sur les lieux de tapin, nous invisibiliser un peu plus, nous éloigner des structures de soins, de dépistage, de prévention, entraver notre capacité à imposer des rapports protégés.

Cette situation va faire les choux gras des réseaux, et des patronNEs de l'industrie du sexe, qui seront d'autant plus à même de nous fournir ce dont les parlementaires nous privent : des moyens et des lieux pour exercer, une protection, des clientEs.

La première violence faite aux travailleurSEs du sexe est institutionnelle : c'est elle qui, en niant la parole des putes, justifie toutes les autres.

Nous exigeons :

- l'abandon du projet de pénalisation de nos clientEs, la fin de toute répression, directe ou indirecte, à notre rencontre.
- d'être enfin consultéEs et associéEs à l'élaboration de politiques publiques qui nous concernent au premier chef.
- l'abrogation du délit de racolage, et du délit de proxénétisme d'aide et de soutien, qui instaure un véritable délit de solidarité à l'égard des prostituéEs et de cELLEux qui les soutiennent.
- La régularisation des travailleurSEs du sexe sans papier, seul moyen de lutter contre la traite des êtres humains.
- L'accès aux droits fondamentaux : santé, retraite, logement, chômage, justice et sécurité.

**NI PROXOTEs, NI PATRONneS, TRAVAIL SEXUEL LIBRE!**

**MANIFESTATION samedi 17 décembre 2011 – Départ Place Pigalle à 14h**